vinetur

Deux producteurs indiens de spiritueux attaquent le régulateur alimentaire au sujet des règles d’aromatisation

Les affaires contestent la position de la FSSAI selon laquelle des spiritueux utilisant un arôme ajouté de rhum ou de whisky ne peuvent pas être vendus simplement comme du rhum ou du whisky.

jeudi 6 août 2026



Deux producteurs indiens de spiritueux ont saisi la justice contre le régulateur alimentaire du pays dans un litige portant sur la manière dont le rhum et le whisky peuvent être aromatisés et étiquetés, élargissant ainsi une bataille réglementaire qui pourrait contraindre certains produits à être reformulés ou commercialisés sous d'autres noms.

United Spirits, la société de spiritueux contrôlée par Diageo, a déposé le 1er août un recours en justice devant la Haute Cour de Bombay pour contester une décision de la Food Safety and Standards Authority of India, ou FSSAI, liée à McDowell's No. 1 Rum, produit dans son usine de Baramati. Associated Alcohol & Breweries a déposé le 31 juillet un recours distinct devant la Haute Cour du Madhya Pradesh au sujet d'un avis concernant Central Province Whisky et la fabrication à façon de McDowell's No. 1 Celebration Matured XXX Rum, selon des articles publiés le 5 août par Economic Times-PTI et The Times of India.

Ces affaires ne constituent pas des décisions de justice, et aucun jugement n'a été rendu sur la question réglementaire de fond. Le litige porte immédiatement sur la question de savoir si les producteurs peuvent ajouter des arômes qui reproduisent le goût et l'arôme standard du spiritueux lui-même, comme un arôme de rhum dans du rhum ou un arôme de whisky dans du whisky, tout en continuant à vendre le produit comme du rhum ou du whisky au regard des règles alimentaires indiennes.

Dans un document réglementaire, United Spirits a indiqué avoir contesté la décision de la FSSAI du 29 juin concernant la vente d'un produit fabriqué dans son unité de Baramati. La société a déclaré que l'objection du régulateur portait sur l'étiquetage et que, après avoir pris conseil juridique, elle estime que les mentions figurant sur les étiquettes sont conformes au cadre juridique et réglementaire actuel de l'Inde et reflètent une pratique de longue date dans le secteur.

United Spirits a également indiqué que cette décision n'avait, à ce jour, eu aucun impact opérationnel ou financier significatif. La société n'a pas divulgué les volumes de ventes, de stocks ou de production concernés par l'affaire.

Le recours d’Associated Alcohol & Breweries a été déposé devant la Haute Cour du Madhya Pradesh après que le régulateur a publié son avis. Selon les articles publiés, l’affaire devait être entendue devant la formation d’Indore.

Ce contentieux fait suite à une action de contrôle plus large menée par la FSSAI à l’encontre des producteurs d’alcool. Le 10 juillet, le régulateur a indiqué avoir adressé des avis à des fabricants de boissons alcoolisées pour des violations présumées du Food Safety and Standards (Alcoholic Beverages) Regulations, 2018, notamment ce qu’il a décrit comme l’utilisation non autorisée d’arômes ajoutés et le non-respect des allégations liées à l’âge. À ce stade, le régulateur n’avait pas publiquement identifié les entreprises ou les sites concernés.

La FSSAI a ensuite précisé sa position et nommé plusieurs unités. Elle a indiqué qu’un avis avait été adressé à l’usine de Baramati de United Spirits, qui produit McDowell’s No. 1 Rum. Elle a également nommé une usine de United Spirits dans le Madhya Pradesh qui produit Antiquity Blue Whisky et Royal Challenge Whisky, ainsi qu’une unité d’INBREW Beverages dans le Madhya Pradesh pour Bagpiper Deluxe Whisky et Old Cask Deluxe XXX Rum. Associated Alcohol & Breweries a été identifiée en lien avec Central Province Whisky et sa fabrication à façon de McDowell’s No. 1 Celebration Matured XXX Rum.

Le régulateur a déclaré qu’il n’existait pas d’interdiction générale des substances aromatisantes dans les boissons alcoolisées. Sa position est toutefois que les fabricants ne peuvent pas ajouter l’arôme de la boisson standardisée elle-même et continuer à commercialiser le produit comme si son caractère provenait naturellement du processus de production. Dans ses déclarations publiques, la FSSAI a affirmé que le goût et l’arôme du rhum et du whisky doivent provenir des ingrédients utilisés ainsi que de la fermentation, de la distillation et du vieillissement.

Selon le régulateur, des inspections ont mis en évidence des cas dans lesquels de l’alcool neutre, peu caractérisé, était utilisé, puis des agents aromatisants étaient ajoutés pour reproduire le profil attendu du rhum ou du whisky. La FSSAI a indiqué que les produits fabriqués de cette manière devraient plutôt être étiquetés « spiritueux aromatisé au rhum » ou « spiritueux aromatisé au whisky », plutôt que d’être vendus

simplement comme du rhum ou du whisky. Elle a également précisé que les produits testés avaient été classés « substandard » au titre du Food Safety and Standards Act.

Cette interprétation compte dans un marché où les marques établies s'appuient sur des étiquettes et des noms de catégorie familiers. Si l'interprétation du régulateur est confirmée, certains produits actuellement vendus comme du rhum ou du whisky pourraient devoir être modifiés dans leur formulation, dans le libellé de leur étiquette, ou les deux. Cela pourrait modifier la manière dont les producteurs positionnent les spiritueux d'entrée de gamme et grand public, y compris les produits fabriqués dans le cadre d'accords de fabrication à façon.

Pour United Spirits, le recours porte une nouvelle dimension judiciaire à une question réglementaire qui a déjà attiré l'attention en raison du poids de l'entreprise sur le marché indien des spiritueux et de son lien avec Diageo, le groupe britannique multinational des boissons. Comme l'a décrit la société, l'affaire de Baramati concerne un seul produit. Mais les déclarations publiques de la FSSAI montrent clairement que le régulateur considère la question comme plus large qu'une simple étiquette.

L'affaire d'Associated Alcohol & Breweries montre que le litige ne se limite pas à un seul producteur ni à un seul site de fabrication. La contestation de la société souligne également la complexité de la production indienne de spiritueux, où la fabrication à façon est courante et où une seule interprétation réglementaire peut avoir des conséquences à la fois pour les détenteurs de marques et pour les embouteilleurs externes.

Les organisations professionnelles se sont elles aussi saisies du dossier. La Confederation of Indian Alcoholic Beverage Companies et l'International Spirits & Wines Association of India ont abordé le sujet avec la FSSAI, selon les articles publiés, alors que les fabricants cherchent à obtenir des clarifications sur l'application des réglementations.

Les recours portent désormais ce débat devant deux Hautes Cours en même temps, l'une à Mumbai et l'autre au Madhya Pradesh, tandis que le régulateur continue de défendre sa position selon laquelle l'aromatisation ne peut pas être utilisée pour recréer le profil naturel d'un spiritueux standardisé tout en étant présentée aux

consommateurs comme du rhum ou du whisky ordinaire.